

Tremblay. Les cambrioleurs interpellés Ils cachent leur butin dans le moteur de leur voiture

Soupçonnés de commettre des cambriolages, deux Albanais étaient surveillés par les équipes de la brigade de répression du banditisme (BRB). Ils ont été interpellés le week-end dernier, à Paris, après deux effractions menées en Seine-Saint-Denis, dans un quartier pavillonnaire de Tremblay-en-France. Les policiers qui avaient pris en filature la voiture des suspects les ont ensuite observés faisant des allées et venues à pied, puis cachant des objets dans le bloc-moteur de leur véhicule. Les enquêteurs ont retrouvé un tournevis et deux petits sacs de bijoux dérobés. Le butin a été restitué aux victimes. Après avoir été placés en garde à vue, les deux hommes ont été déferés au parquet de Paris.

Rosny. Deux offres de reprise acceptées par le tribunal 72 emplois sauvés chez Buro +

Deux offres de reprise partielle de Buro + développement ont été validées, hier, par le tribunal de commerce de Bobigny. Cette entité commerciale de Buro + le distributeur de fournitures de bureau, qui employait 123 personnes, avait sa plate-forme logistique et sa centrale d'achats, Sacfom, à Rosny. Sacfom a été placée en liquidation judiciaire le 21 février. La décision du tribunal de commerce permet de sauver 72 emplois sur 123. MTM Bureautique, concurrent de Buro + doit ainsi reprendre 38 personnes. Des salariés de Buro + vont créer leur propre structure, ce qui permettra de sauver 34 autres emplois.

Buro + Développement a plusieurs dépôts, dont un à Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne) et un autre dans la région toulousaine. Le groupe Buro + réunit 200 distributeurs, commerçants et franchisés sous les bannières Buro + et Hyperburo, ce qui représente près de 300 emplois. Toutes ses franchises ont été placées en redressement judiciaire entre septembre et décembre 2012. La décision concernant Hyperburo (7 salariés) et Hyperburo Développement (46 salariés), qui regroupent les hypermarchés de détail, doit être rendue le 14 mars par le tribunal de commerce de Bobigny.

M.-P. B. AVEC AFP

Saint-Ouen. Rapprochement entre les associations Les puces en voie de réconciliation

Les fiançailles sont signées ! La réconciliation entre l'association de développement et de promotion des Pucelles de Saint-Ouen (ADPPSO) de Nicholas Moufflet et celle du marché aux puces (MAP) de Serge Malik semble en bonne voie. Réunis en assemblée générale lundi, les représentants des deux associations ennemies ont décidé d'adosser leurs entités l'une à l'autre. Il reste à en régler les modalités : depuis plus de deux ans, la situation financière de l'ADPPSO est très critique. Mais le MAP, qui devient le seul interlocuteur des brocanteurs, prévient : « Le rattachement n'a pas pour vocation d'engager la responsabilité du MAP dans l'embarras financier de l'ADPPSO. » Pour Nicholas Moufflet, au contraire, « cet adossement va forcément impliquer une fusion des trésoreries ». Le rapprochement doit en tout cas permettre de donner une ligne cohérente au marché aux puces, avec ses marchands (pas moins de 1 200) et ses partenaires. A noter que lundi le MAP s'est doté d'une nouvelle direction : l'ancien président, Serge Malik devient trésorier et président d'honneur au côté de Philippe Starck. Il laisse sa place à un directoire composé de trois autres puciers Alain Morel, Patricia Edherly et Hugues Cornières.

M.-P. B.

Le Bourget. Déjà un déçu du Grand Paris

Capo-Canellas dénonce une « métropole light »

C'est aujourd'hui que le Premier ministre Jean-Marc Ayrault présente ses arbitrages sur le Grand Paris et son futur réseau de transports (lire page 6). Mais les « fuites » de ces derniers jours font déjà réagir le sénateur-maire (centriste) du Bourget : « Jean-Marc Ayrault invente la métropole light. Il doit répondre aux attentes sur les transports », s'indigne Vincent Capo-Canellas, qui s'inquiète notamment des délais de réalisation, mais aussi de la création d'une « métropole de Paris », censée superviser la construction de logements : « Paris veut imposer à la banlieue de construire plus pour préserver les beaux quartiers. »

Journée internationale de la femme Le Parti radical de gauche veut corriger les inégalités

La fédération du Parti radical de gauche de Seine-Saint-Denis présente, avant la Journée internationale de la femme, le 8 mars, ses 8 propositions pour contrer les discriminations. « Au moment où la gauche est majoritaire à l'Assemblée nationale et au Sénat, il est inconcevable que des progrès ne soient pas accomplis rapidement pour corriger ces inégalités », estime dans un communiqué le président du PRG 93, Ahmed Laouedj. Parmi les idées avancées, certaines sont classiques : l'augmentation du nombre d'appartements relais pour les femmes victimes de violence en Seine-Saint-Denis, des incitations au congé parental d'éducation pour les hommes. D'autres le sont moins, comme la création d'un « service public de l'aide à l'autonomie ».

MONTREUIL Nouvelle manifestation rue Paul-Bert

Les opposants au village d'insertion des roms délogés

Les semaines se suivent et se ressemblent rue Paul-Bert dans le Bas-Montreuil. Une semaine après un premier blocage du chantier de logements modulaires destinés à accueillir onze familles roms en réinsertion, une dizaine de riverains ont de nouveau manifesté hier matin. Après un court sit-in, une quinzaine de CRS les ont délogés manu militari, permettant l'accès de la parcelle de 1 200 m² à un camion-grue et deux semi-remorques.

« La ville utilise la force pour nous contraindre, c'est une déclaration de guerre »

Chantal Fitoussi, présidente de l'association Montreuil cadre de vie

Epaulés par des militants du comité des citoyens montreuillois et l'ex-député-maire (app. PC) Jean-Pierre Brard (lire ci-dessous), ils dénoncent toujours la constitution d'un « ghetto » sous leurs fenêtres et le « passage en force » de la maire Dominique Voynet (EELV).

« La ville utilise la force pour nous contraindre, c'est une déclaration de guerre, s'indigne Chantal Fitoussi, présidente de l'association Montreuil cadre de vie (MCV). Ils auraient pu attendre le 20 mars que le tribunal administratif examine le référé de suspension que nous avons déposé contre le permis de construire. » Sur le trottoir d'en face, l'adjoint aux populations migrantes Claude Reznik fulmine. « C'est l'action isolée d'une poignée de militants politisés motivés par Jean-Pierre Brard », lâche-t-il. « Nous sommes apolitiques, assure Chantal Fitoussi. D'ailleurs, nous avons reçu des soutiens politiques de tous bords, du PC à l'UMP. »

Dans le collimateur des opposants, qui démentent toute xénophobie : les 27 conteneurs qu'installe l'office HLM de Montreuil sur un terrain de 1 200 m² fermé sur trois côtés et jugé trop exigu. Fin avril, ces « logements passerelles », cofinancés par l'Etat, la région et l'Europe, doivent accueillir des familles roms issues du programme partenarial Etat-ville mis en place depuis 2009 à Montreuil. « C'est sérieux, très largement surveillé,

avec un accompagnement social des familles », martèle Dominique Voynet, laquelle précise que le projet de départ, trop dense, a été revu à la baisse. Et d'insister sur la réussite d'un projet similaire installé depuis plusieurs mois rue Emile-Zola, à quelques encablures, et salué en décembre par le ministre de l'Intérieur Manuel Valls.

« Ce n'est pas du tout la même configuration : il y a beaucoup plus d'espace là-bas, réplique Chantal Fitoussi. La maire ne doit avoir aucune considération pour les Roms, vu l'état de décrépitude du terrain de la rue Paul-Bert. » Un terrain où le chantier a repris dès hier matin. « Si on gagne au tribunal, ils seront obligés de démonter, poursuit la militante. Nous ne perdons pas espoir. »

JULIEN DUFFÉ

www.leparisien.fr/93

> EN IMAGES

Les riverains bloquent la rue



Montreuil, rue Paul-Bert, hier matin. Une dizaine de riverains ont bloqué le passage d'un camion-grue vers la parcelle où seront installés les 27 conteneurs pour héberger les Roms. Des CRS ont mis fin à leur sit-in. (LP/Julien Duffé.)

Le soutien de Brard crée un malaise

L'ancien député-maire (app. PC) de Montreuil Jean-Pierre Brard assure ne pas avoir bloqué la rue Paul-Bert avec sa voiture personnelle hier matin. « Je me suis absenté pour aller à un rendez-vous à Paris et quand je suis revenu, la voiture avait été déplaçée par la police : on m'a dit qu'elle gênait », explique-t-il sans ciller. Pour autant, le meilleur ennemi de la maire (EELV) Dominique Voynet reconnaît volontiers son soutien à l'action des riverains contre les logements passerelles. Il les avait déjà épaulés le 26 février avec des militants de son mouvement (le comité des citoyens montreuillois) et le conseiller général PC Belaid Bedredine lors d'un premier blocage du chantier.

« Je ne peux accepter un nouveau ghetto dans un quartier déjà pauvre à 3 m des fenêtres des riverains. Roms

ou pas Roms, ce n'est pas le sujet », explique le conseiller municipal d'opposition.

Gaylord Le Chequer dénonce une « dérive populiste »

Une position qui crée un malaise au sein de la gauche montreuilloise. Si les communistes du Bas-Montreuil sont sur la même ligne, d'autres ont pris clairement leur distance. Chef de file du groupe d'opposition Rassemblement de la gauche citoyenne (RGC), Gaylord Le Chequer dénonce la « dérive populiste » de Jean-Pierre Brard qui confond soutien aux riverains avec fronde anti-roms ». Hier, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) a évoqué, à propos de la participation d'élus au premier rassemblement du 26 février, « une initiative raciste et xénophobe ». Les mêmes termes ont été repris la

semaine dernière par le groupe des élus communistes Fasse et Gauche anticapitaliste qui a condamné des « attitudes indignes et intolérables pour qui se réclame de la gauche ». Enfin, le Parti de gauche de Montreuil a dénoncé « les exactions » commises en marge du blocage du 26 février (30 pneus crevés, un vigile menacé). « Aucun responsable politique se réclamant du Front de gauche ne peut apporter le moindre soutien, même passif, aux agissements menés rue Paul-Bert », déclare le parti. Jean-Pierre Brard balaye ces critiques émanant « de gens qui ne sont pas venus sur place ». Et dément toute xénophobie. « Moi xénophobe, avec mes prises de positions antiracistes de toujours, mes programmes de coopération ou celui en faveur des Tziganes de Montreuil stoppé en 2008 ? C'est une plaisanterie de mauvais goût. » J. D.